

Les « graves erreurs » de la France au Rwanda

Mathieu Gaulène

NonFiction, 8 avril 2010

Source : http://www.nonfiction.fr/article-3292-les_graves_erreurs_de_la_france_au_rwanda.htm

En visite au Rwanda en février dernier, le président de la République Nicolas Sarkozy n'a pas présenté d'excuses, ni évoqué la responsabilité française dans le génocide de la population tutsie au Rwanda en 1994. A peine a-t-il parlé d' « *erreurs politiques* ». La revue XXI, en librairie le 9 avril, publie trois enquêtes contenant des révélations accablantes sur l'implication de l'armée française dans le dernier génocide du XX^e siècle.

Parmi ces trois enquêtes, celle du journaliste Jean-François Dupaquier nous livre le témoignage d'un militaire français, l'adjudant-chef Thierry Prunghaud. Ce tireur d'élite du GIGN se rend une première fois au Rwanda en 1992, pour entraîner la garde présidentielle. Les Tutsis et les Hutus? Il en a un peu entendu parler. A son arrivée, le colonel Jacques Ruelle lui apprend à les reconnaître :

« *Les Tutsis sont grands et minces, les Hutus petits et négroïdes* ». Simple soldat, Thierry Prunghaud n'y fait pas attention même s'il note dès cette époque que « *pour un homme de la garde présidentielle, tuer un Tutsi n'était pas un problème.* »

Des civils avec des armes de guerre

En juin 1994, il est de retour au Rwanda, dans le cadre de l'opération Turquoise. Depuis des semaines, journaux, radios et télévisions du monde entier parlent de massacres des civils tutsis par l'armée régulière et la population hutue. Mais le colonel Rossier, chef du Commandement des opérations spéciales (COS) tient un tout autre discours : « *Voilà. Les Tutsis exterminent les Hutus. Nous sommes venus pour les protéger, mettre fin*

aux massacres ». Alors, le doute s'installe. Dans un village où les Hutus accueillent chaleureusement l'armée française, les gendarmes découvrent une citerne remplie de centaines de cadavres. Thierry Prunghaud réalise peu à peu l'étendue des massacres, le rôle que joue la population hutue, et se questionne sur la présence de l'armée française. Il se souvient de ce centre d'entraînement, aperçu en 1992, où des militaires français entraînaient des civils à l'utilisation de fusils AK 47, des futurs miliciens en fait. « *Des civils avec des armes de guerre encadrés par des militaires, je n'avais encore jamais vu ça...* ».

Puis il y eut Bisesero. Désobéissant à son supérieur, Thierry Prunghaud, se rend dans la forêt où se cachent 800 Tutsis : « *Il y avait des morts partout dans les hautes herbes, certains encore tièdes. Et parmi les rescapés dans un état lamentable, certains avaient des blessures horribles, puantes, qui suintaient.* » Pendant ce temps, le capitaine de frégate Marin Gillier fait distribuer des vivres dans un village voisin, à une population contenant probablement des « *génocidaires* ». La découverte d'un ravin où sont entassés plus de 10 000 cadavres en putréfaction conduira le colonel Rosier à organiser, finalement, un cordon humanitaire pour évacuer les quelques rescapés Tutsis.

« Un génocide dans ces pays-là... »

C'était en juin 1994. Quelques jours plus tôt, à Oradour-sur-Glane, François Mitterrand déclarait solennellement : « *Nous ne voulons pas que cela recommence* ». Mais « *'cela avait recommencé et il le savait, rappelle Patrick de Saint-Exupéry, depuis plus de deux mois, il en était le premier informé* ». Tout comme l'Elysée savait, depuis 1993, par un télégramme de l'ambassadeur de France à Kigali, que le pouvoir rwandais avait l'intention « *de procéder à un génocide systématique en utilisant, si nécessaire, le concours de l'armée et en impliquant la population locale dans les assassinats.* » « *Un génocide, dans ces pays-là, ce n'est pas très important* » disait François Mitterrand.

Avec ce dossier sur « *La France au Rwanda* », la revue trimestrielle XXI livre des reportages longs et passionnants qui redonnent au journalisme ses lettres de noblesses. Maria Malagardis dresse un portrait terrifiant de « *Madame Agathe Habyarimana* », la veuve du président rwandais. Jean-Pierre Perrin, dans un portrait de Paul Barril, barbouze reconverti en trafiquant d'armes, rappelle au détour que Fabien Singaye, espion rwandais se trouvant « *au cœur des réseaux génocidaires* », fut également

engagé par le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière comme expert et interprète dans le dossier du génocide des Tutsis au Rwanda

* XXI, La France au Rwanda. Révélations de J-F Dupaquier, M. Malagardis, J-P Perrin, n°10, avril-mai-juin 2010. Mathieu GAULÈNE